

# Out Now !

**Lettre d'information contre la guerre infinie**

Editée par les collectifs contre la guerre des différentes villes de Suisse – ed. resp. P. Gilardi

Le 15 février 2003 nous étions des millions de personnes de tous les continents dans la rue...  
Nous ne sommes toujours pas d'accord avec la politique du fait accompli basé sur le mensonge !

## **Liberté et autodétermination pour l'Irak et la Palestine TROUPES D'OCCUPATION DEHORS !**

### **Manifestation nationale**

**Samedi 20 mars  
à 13h30**

**Berne  
Weissenhausplatz**



© Chappatte dans «Le Temps» - [www.globecartoon.com/war](http://www.globecartoon.com/war)

A l'appel du Forum social européen, du Forum social mondial et des organisations étasuniennes et britanniques, transformons ce triste anniversaire du début de la guerre en Irak en une journée globale pour l'arrêt immédiat de toutes les occupations.

- ◇ Non à l'occupation de l'Irak. Pour le retrait immédiat et sans condition des troupes d'occupation. Les agresseurs doivent payer les réparations de guerre.
- ◇ Aucune reconnaissance par la Suisse du gouvernement irakien fantoche mis en place par les USA.
- ◇ Aucune nouvelle troupe d'occupation en Irak, qu'elle émane de l'ONU, de l'OTAN ou d'autres.
- ◇ Pour le droit à l'autodétermination de la population irakienne. Les richesses de l'Irak doivent lui appartenir.
- ◇ Pour l'élection libre et dans de brefs délais d'une assemblée constituante irakienne sous le contrôle d'observateurs internationaux.
- ◇ Pour la reconnaissance des droits démocratiques, sociaux, culturels et religieux de la population irakienne.
- ◇ Mêmes droits pour les hommes et les femmes en Irak; pour la reconnaissance du droit des femmes à l'intégrité corporelle
- ◇ Pour le soutien aux organisations démocratiques et émancipatrices en Irak, notamment les nouveaux syndicats indépendants, le syndicat des chômeurs et les organisations de femmes.
- ◇ Pour l'autodétermination des Palestiniens. L'arrêt immédiat de l'occupation par l'armée israélienne et de la construction du mur.

Organisée par la Coalition nationale contre la guerre. La manifestation est soutenue par (état au 4 mars)

Collectifs locaux contre la guerre de Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et La Chaux-de-fonds, Attac Genève, Fédération des demandeurs d'asile Irakiens, Collectif Urgence Palestine Genève/Neuchâtel/Vaud, Palästinakomitee Region Basel, Où sont-ils Uruguay, Groupe pour une Suisse sans armée, Jugend gegen Krieg Bern, cfd Christlicher Friedensdienst, Women's International League for Peace and Freedom, Marche Mondiale des Femmes, Organization of Women's Freedom in Iraq, Union of the Unemployed Workers in Iraq, Föderation irakischer Flüchtlinge Schweizer Sektion, Communist Workers Party of Irak, Schweizerische Friedensbewegung, solidarités, Partito della Rifondazione Comunista Schweiz, Marxistisch Leninistisch Kommunistische Partei (MLKP) Türkei/ Nordkurdistan, Sozialistische Alternative/Solidarität Basel, Sozialistische Alternative Bern, Sozialistisch-Grüne Alternative Zug (SGA), Mouvement pour le socialisme, Vereinigung Schweiz-Cuba ASC/VSC.

# Irak : chaos de la société civile

**Aso Jabbar est membre du Parti Communiste des Travailleurs d'Irak (WCPI)(1), représentant du Syndicat des Chômeurs d'Irak (UUI) (2) et coordinateur en Suisse de l'Organisation pour la Liberté des Femmes d'Irak (OWFI)(3). Il fait partie depuis plus de 2 ans de la coalition nationale suisse contre la guerre. Il est rédacteur en chef de plusieurs publications de ces organisations en anglais et en allemand.**

Peux-tu nous parler de la situation des travailleurs irakiens et du mouvement des chômeurs ?

La situation politique et sociale en Irak est une immense catastrophe humaine et sociale. Les travailleurs sont confrontés à un chômage massif, estimé entre 60 et 70%, qui rend la plupart des actifs incapables de subvenir aux besoins de leurs familles. Ils n'ont pas de système d'indemnités chômage ni d'autre type de subsistance. Les salaires pour la majorité des travailleurs sont de 60\$ par mois, ce qui est nettement insuffisant. Les bonis et subsides pour le logement et la nourriture qui complétaient autrefois les salaires en argent liquide ont été supprimés. Plus de régulation du temps de travail et des conditions de santé et de sécurité, d'indemnités pour heures supplémentaires, contre le travail des enfants.

Le plan annoncé par l'Autorité Provisoire de la Coalition (CPA), dirigée par les Etats-Unis de privatiser des centaines d'entreprises d'Etat supprimera encore d'autres emplois. De plus, les efforts des Irakiens pour s'organiser afin d'améliorer leurs conditions ont été réprimés. Les leaders de l'Union des chômeurs UUI ont été arrêtés plusieurs fois et relâchés. La CPA impose une loi du temps de Saddam Hussein qui interdit l'organisation de syndicats dans le secteur public et les entreprises propriété de l'Etat, qui emploient 70% des actifs irakiens.

L'Union des chômeurs a grandi rapidement et est devenue une organisation de masse connue en Irak, en particulier après les 50 jours de grèves et de manifestations devant le siège de l'administration US à Bagdad pour demander le droit au travail et la liberté syndicale.

Nous avons besoin du soutien et de la solidarité des défenseurs de la liberté, des travailleurs, des syndicats et des partis politiques étrangers pour notre mouvement en Irak, tant sur le plan politique que financier.

**Le gouvernement fantoche irakien a amendé le code de la famille et l'a remplacé par la charia islamique. Comment a réagi le peuple en Irak, en particulier les femmes, et comment comptez-vous résister aux islamistes ?**

Le 29 décembre 2003, le Conseil de gouvernement a adopté la résolution n° 137 pour abolir l'actuel code irakien de la famille en vigueur depuis 1959 et introduire la loi islamique (la *charia*).

Nous estimons que cette résolution liberticide, misogyne et rétrograde va repousser la société irakienne à l'âge de la pierre. Elle va refuser aux femmes les droits les plus élémentaires gagnés au cours des décennies de luttes.

Polygamie, mariage des mineures, mariage provisoire de jouissance (*mut'ah*), voile obligatoire (*hijab*), lapidation à mort des femmes adultères, jets d'acide, fouettement pour désobéissance aux lois islamiques, violence conjugale, ségrégation dans les lieux publics, tout cela deviendra légal. On refusera aux femmes le droit de quitter leur maison sans permission de leur mari, de voyager sans chaperon, de recevoir une éducation après le mariage, de demander le divorce, de choisir leur partenaire sans consentement familial et d'obtenir la garde des enfants.

Le code actuel de la famille, amendé par le régime baasiste, est lui-même une loi réactionnaire contre les femmes basée sur la charia. L'organisation pour la liberté des femmes en Irak (OWFI) lance une campagne internationale pour abroger cette résolution 137. Nous appelons tous les individus et les organisations progressistes de soutenir cette campagne et tous les défenseurs de la liberté du monde entier à signer notre pétition(4).

Le 29 janvier 2004, le Ministère de la Justice a publié une déclaration qui annonçait l'arrêt de la mise en oeuvre de la résolution 137, suite à une protestation massive. Ces actions ont prouvé que la société irakienne n'acceptera pas la charia. L'OWFI a publié des propositions de lois civiles et progressistes et d'un code de statut de la personne sur la base de la liberté des femmes et d'une égalité totale et inconditionnelle entre hommes et femmes. Nous travaillons à récolter à l'étranger un soutien et de la solidarité envers nos propositions, pour construire des actions larges de protestation sous forme organisée jusqu'à l'acceptation de nos revendications.

**Quelles sont vos revendications principales pour le retour de la démocratie en Irak ?**

Le chaos qui règne actuellement montre que le nouvel ordre mondial bourgeois conduit par le gouvernement des USA aboutit à une impasse. Etablir la démocratie en Irak était un des prétextes propagandistes et mensongers des USA pour déclarer la guerre. Leur politique est basée sur l'installation d'un gouvernement qui est principalement composé de forces religieuses, ethniques et tribales. Ces forces n'acceptent même pas la liberté d'opinion les unes envers les autres, alors comment pourraient-elles l'accepter pour des millions d'Irakiens ?

La question du pouvoir et de l'établissement d'une société civile en Irak ne peut être résolue qu'en expulsant les forces US d'Irak dans l'intérêt du peuple. Ceci n'est possible qu'à travers un pouvoir populaire. Les besoins immédiats du peuple d'Irak sont l'organisation et l'administration de leur vie civile, pain, logement, travail et sécurité. Ils doivent s'organiser en conseils et syndicats, c'est la seule garantie de bâtir une société civile et moderne en Irak. Ce n'est qu'à travers ces formes qu'ils pourraient affronter l'Islam politique et les forces nationalistes.

1) [www.wpiraq.org](http://www.wpiraq.org)

2) [www.uuiraq.org](http://www.uuiraq.org)

3) [www.equalityiniraq.com](http://www.equalityiniraq.com)

4) [www.petitiononline.com/OWFI/petition.html](http://www.petitiononline.com/OWFI/petition.html)

# L'arme du mensonge

C'est au nom du danger des armes de destruction de masse que le principal détenteur de ce type d'armes, le gouvernement des États Unis d'Amérique, a attaqué l'Irak il y a un an.

Pourtant, aucune trace de ces armes n'a été trouvée en Irak. Alors que G.W. Bush et T. Blair affirmaient au début de l'année 2003 que le régime de Saddam Hussein était en mesure d'y recourir en moins de 48 heures, le chef des inspecteurs étasuniens en Irak, John Key, vient de démissionner puisque « aucune arme de destruction de masse » n'a été trouvée dans le pays occupé.

Aujourd'hui, les mêmes Bush et Blair reconnaissent « avoir été induits en erreur ».

En Grande Bretagne pourtant, la presse, et en particulier la BBC qui avait dénoncé déjà au printemps dernier l'exagération du danger des armes irakiennes par le gouvernement britannique –un rapport sur les armes de Saddam rendu « plus sexy » sur ordre du gouvernement– se voit lourdement sanctionnée d'avoir dit certaines vérités.

A Washington, Bush et Rumsfeld, le ministre de la dé-

fense, plaident en chœur le fait d'avoir été trompés. La faute en reviendrait aux services secrets qui, ne disposant pas d'assez de moyens financiers pour assurer la vérification des informations auraient à leur tour « été induits en erreur ». C'est la raison pour laquelle le gouvernement Bush demande une substantielle rallonge budgétaire pour la CIA.

A moins que, comme le laisse parfois entendre le gouvernement des USA, ces armes aient été transférées en toute hâte en Syrie, ce qui pourrait justifier une nouvelle guerre, contre la Syrie cette fois.

La vérité est bien plus simple : ces armes n'existent pas. C'est sur la base du mensonge que la guerre a été faite, que l'Irak, si riche en pétrole, est aujourd'hui occupé. C'est le mensonge qui a été utilisé comme arme pour détruire massivement l'Irak.

Une raison de plus pour venir manifester le 20 mars à Berne pour exiger le retrait immédiat des troupes d'occupation.

## Palestine occupée : Le mur doit tomber !

Depuis deux ans, les autorités israéliennes ont entrepris la construction d'un mur de séparation entre Israël et les territoires palestiniens.

Ce mur de séparation est un système de barrières massives, murs, clôtures électriques, routes de sécurité, check-points et installations militaires qui entre en profondeur dans le territoire palestinien et exproprie, déplace, encercle et isole des dizaines de milliers de Palestiniens. De ce fait il viole de manière très grave les droits fondamentaux garantis par la quatrième Convention de Genève aux populations civiles sous occupation tels l'accès aux moyens et aux ressources de subsistance, la liberté de déplacement, l'accès à la propriété, à l'éducation et à la santé, les droits à la sécurité et à la dignité personnelles.

En entérinant l'annexion de la plupart des colonies israéliennes implantées au mépris du droit international en Cisjordanie depuis 1967, le Mur bafoue l'interdiction stipulée dans les Conventions de Genève pour la puissance occupante de rendre permanente son occupation. En visant la transformation d'un futur Etat palestinien en une série de Bantoustans où renfermer y compris la population palestinienne d'Israël, le Mur préfigure une nouvelle tragédie pour ce peuple.

Présenté comme une «nécessité de sécurité militaire», il est évident que le Mur, par son tracé et son extension, sert à des fins politiques plutôt que sécuritaires. Il dresse un obstacle infranchissable pour une paix juste basée sur le respect des droits fondamentaux de toutes les populations concernées.

Les appels pressants des Palestiniens et des Israéliens opposés au «Mur de la honte», les timides objections des gouvernements occidentaux sont malheureusement loin de faire le poids: pour arrêter et faire démanteler

cette pièce maîtresse de la politique unilatérale d'annexion territoriale et d'enclavement des populations par le gouvernement Sharon, une pression internationale concrète est urgente et indispensable.

Une forte mobilisation citoyenne est nécessaire pour amener les gouvernements, suisses et européens, à s'engager concrètement avec tous leurs moyens politiques, économiques et juridiques dans les instances internationales et auprès du gouvernement israélien pour :

- exiger non seulement la condamnation du mur par les instances du droit international, comme la Cour Internationale de Justice, mais l'arrêt de sa construction, son démantèlement, le retour des terres confisquées et la réparation des dommages occasionnés;
- obtenir d'Israël le respect des obligations qui lient un pays occupant envers la population occupée avec l'application du droit humanitaire international et en particulier de la quatrième Convention de Genève dans les Territoires Occupés;

Pour donner un signal cohérent avec une politique de paix crédible, la Suisse doit suspendre les achats et la collaboration militaire de l'armée et des industries d'armement suisses (RUAG) avec leurs homologues israéliens tant qu'Israël ne respecte pas les engagements contractés lors de la ratification des Conventions de Genève.

### Tchéchénie : le sacrifice complice

dans le cadre du Festival international du film sur les droits humains

Lundi 15 mars, maison des Arts du Grütli, Genève

18h15: **Grozny, Chronique d'une disparition** de Manon Loizeau  
**Le Courage de Tamara** de Françoise Spiekermeier

20h15: **Prisonniers du Caucase** de Yuri Chaschtschewatski  
suivi d'un débat avec A. Politkovskaia, Z. Gashaeva  
(Echos de la guerre), le réalisateur, coorganisé par l'OMCT.

# Renvois en pays sûr ?

Le 30 janvier dernier, l'Office fédéral des réfugiés (ODR) dépendant du département de Christophe Blocher annonçait que, désormais, la Suisse considère l'Irak comme un pays sûr. Les demandeurs d'asile irakiens peuvent donc être renvoyés chez eux. Le porte-parole de l'ODR, M. Boillat l'a confirmé en affirmant que la Suisse allait lever le moratoire sur les renvois de réfugié-E-s en direction de l'Irak. Cette mesure concerne, selon l'ODR, environ 3'000 personnes qui se trouvent aujourd'hui sur le territoire suisse.

Les journaux télévisés rappellent jour après jour les conditions de vie en Irak : les violences sont quotidiennes, l'eau potable n'est pas distribuée, l'électricité n'est disponible que quelques heures par jour, le chômage atteint 70% des familles, les hôpitaux sont détruits. Pourtant, pour le Département de M. Blocher, l'Irak est désormais un pays sûr.

«La plupart des enfants ne sont pas allés à l'école ce matin: une rumeur faisait état de menaces de faire exploser les écoles. Les parents ont donc empêché leurs enfants d'aller étudier aujourd'hui. Les écoles étaient désertes, tous avaient peur de cet ennemi invisible et intouchable». C'est ce que nous écrit un habitant de Bagdad. De tels récits ne sont pas l'exception, mais le quotidien des habitants de l'Irak. Pourtant, pour l'ODR l'Irak est un pays sûr!

Illustration ultérieure du démantèlement en cours du droit d'asile, cette politique cynique doit être combattue. En participant notamment à la manifestation de Berne du 20 mars prochain!

## A ne pas manquer à Genève le 11 mars:

Conférence-débat

### La démocratie et la libération... selon G.W. Bush Les résistances aux Etats-Unis et en Irak

Avec **Sabah Alnasseri**, économiste, auteur de *Liberation Imperialism? Imperial wars and the Precedency of Iraq* (2004)

et **Ashley Smith**, écrivain et journaliste, membre actif du mouvement contre la guerre aux USA

Maison des Associations, rue des Savoises,  
à 20h30 (entrée libre)

Organisation: coalition genevoise contre la guerre et les occupations - ccp 12-11508-2 mention «coalition»



© Chappatte dans «Le Temps» - www.globecartoon.com/war

**Samedi 20 mars 2004**  
**Manifestation nationale**  
**contre l'occupation de l'Irak**  
**13h30 Berne**

**Conférences - débats**

### Info transport / inscription bus depuis:

Genève: [cgcg\\_car@hotmail.com](mailto:cgcg_car@hotmail.com), ou coalition contre la guerre, c/o GSsA, 15 rue des Savoises 1205 Genève

Vaud: [c-berna@bluewin.ch](mailto:c-berna@bluewin.ch)

Fribourg: [antiguerrefribourg@bluewin.ch](mailto:antiguerrefribourg@bluewin.ch)

**16h30 à 20h30:**

## Guerre permanente contre le terrorisme ?

16h30-18h30: La situation en Irak et les conséquences de la guerre dans le Moyen Orient: Introductions et discussion entre autres avec la Dr Nadje Al-Ali (chercheuse en sciences sociales irakienne et activiste pacifiste, Londres)

18h45-20h30: Guerre contre le terrorisme - les conséquences pour l'ONU, le droit international et la Suisse: introduction de Andreas Zumach (journaliste spécialiste de l'ONU, Genève), discussions avec la Dr Véronique Zanetti (philosophe, Tübingen), ambassadeur Philippe Welti (chef de la direction de la politique de sécurité, DDPS) et Jo Lang (historien et conseiller national, Zoug)

**Centre de conférences Galaxy, Effingerstrasse 20, Berne**

Organisation: cfd (christlicher friedensdienst), le GSsA, les Verts et la WoZ